

C'EST BEAU LE PROGRES !

Par François LABRUNIE

Le Réveil du Tarn et Garonne - 16-06-2008

Les mots, on le sait, ne sont jamais innocents et possèdent un sens figuré dont on peut abuser. Les plus courants n'échappent pas à cette règle, prenez ainsi un vocable qui plaît aux politiques : progrès. Deux syllabes faciles à manier dont ne se prive pas la langue de bois. Selon Alain Rey, la langue eut recours « au progrès » en 1616 pour illustrer les succès répétés au cours d'une campagne... militaire et ce fut le siècle des Lumières, une fois de plus, qui lui attacha une dimension humaniste. Le progrès quitta l'arsenal belliqueux d'autant plus aisément que l'art militaire ne faisait plus dans la dentelle. Le progrès devint social sous la 3ème République qui construisit la législation du travail sous l'empire de laquelle vivent aujourd'hui ceux qui ont la chance d'avoir un emploi. Le conservatisme cria à la ruine du pays quand le dimanche fut déclaré chômé car l'ouvrier ne pouvait manquer de s'enivrer à la taverne du coin.

L'homme de la rupture entend le progrès dans son acceptation belliqueuse et la pratique avec la frénésie qu'on lui connaît. L'affaire des 35 heures et l'allongement de la durée des cotisations de retraite s'inscrivent dans une stratégie militaire où « les progrès » sont acquis contre des adversaires retranchés derrière des avantages acquis, bastions sapés par la précarité du travail.

Ne nous payons pas de « maux », la semaine de 48 heures à la seule initiative de l'employeur nous ramène 72 ans en arrière ! Une marche en avant de la politique sociale mise en musique depuis l'Elysée ? Régression est le contraire de progrès et il s'agit bel et bien d'un recul des pratiques initiées par le gouvernement Waldeck-Rousseau en 1884 et améliorées par ses successeurs. La rupture promise est là et le discours sur la durée du travail une antienne scandée à une messe de requiem pour commémorer le décès du Code du Travail.

Le credo du libéralisme repose sur le dogme d'entreprendre sans contrainte dans un monde où le libre échange ne connaît plus qu'une contrainte, celle des prix de revient dans lesquels le coût du travail est le plus flexible. Nous vivons les étranges contradictions du capitalisme où le profit est l'objectif essentiel. Or l'usage qui en est fait conduit à la destruction du même capitalisme : l'investissement productif recule au profit de la spéculation sur le cours des matières premières et des artifices financiers dont on perçoit la déconfiture. Le système bancaire mondial est en péril avec la crise déclenchée aux Etats-Unis par le renversement de tendance de l'immobilier. Les entreprises cotées réalisent des bénéfices inexplicables parce que trop mirifiques pour être sincères et les utilisent au rachat de leurs propres actions afin de retrouver une liberté dont les exigences des marchés financiers les privent.

Sarko bling-bling a reçu l'héritage des gouvernements depuis 2002 auxquels il a participé. Les Français sont fondés à lui demander une reddition des comptes de leur politique économique et sociale. L'apparente réduction du chômage n'est que le fruit des départs en retraite et des radiations, le taux d'investissement en France, notamment des entreprises privatisées, est en chute libre. Emploi et investissement avaient justifié la restitution au secteur privé des entreprises nationalisées en 1982, autant de promesses non tenues. L'entêtement à se revendiquer du libéralisme voilà le véritable archaïsme.

François Labrunie